
Banque Mondiale

Présentation du “Diagnostic- Pays

Systematique : Tunisie”

Contribution de la Société Civile

Juillet 2015

1. Contexte

La banque mondiale a présenté début juin son diagnostic pays pour consultation publique. Ce diagnostic aborde le diagnostic pays, les objectifs de développements et les axes de développement émanant de ces objectifs. Toutefois traite-t-il tous les risques ?

Le gouvernement, en place depuis quelques mois, a présenté ses priorités mais n'a pas encore élaboré une vision stratégique.

La société civile, concernée par l'avenir du pays, s'est regroupée pour commenter le diagnostic de la banque mondiale et donner sa vision.

2. Diagnostic Pays Systématique (DPS) inadapté au contexte actuel et aux mutations vécues en Tunisie

Le **Diagnostic Pays Systématique** mentionne une inadéquation du développement économique de la Tunisie mais semble avoir quelque peu sous estimé les facteurs de contraintes ayant entravé la durabilité et la rentabilité des investissements et prêts consentis par la BM. Ce résumé comporte plus des directives économiques, visant des recommandations "de privatisation" à renforcer, sans intégrer les préalables nécessaires à toute réforme de nature économique, ni une volonté d'adapter les démarches et les approches d'appui de la B.M aux contextes spécifiques de la Tunisie.

- La Tunisie souffre d'une **grave disparité régionale en matière d'infrastructure, d'investissement et d'emploi** induisant révoltes et profond malaise. Cette disparité prend racine dans les choix économiques fixés depuis près de 50ans comme par exemple le développement d'un tourisme balnéaire non rentable (7% du PIB).
- **Le système d'éducation et de formation est producteur de chômage et d'exclusion** : diplômés chômeurs inadaptés au marché de l'emploi et échec total de l'approche par compétence et du LMD malgré les investissements alloués et les crédits contractés pour "les projets d'amélioration de la qualité".
- Les projets et investissements réalisés se sont souvent soldés par une non durabilité et un endettement injustifié.
- Le **mode de gouvernement souffre d'une capitalisation du savoir et n'est plus habilité à gérer une déstructuration économique, sociale et politique, et une privatisation sans "garde fous"**.
- **Les crises chroniques** (bassin minier, grèves, contestations, etc.) nécessitent d'urgence un train de réformes en rupture avec le passé.
- Aucune mesure concrète n'a encore été prise en vue d'une **fiscalité juste et équitable**
- Depuis la révolution, **la Corruption et l'économie informelle** entravent toutes les possibilités de développement et d'investissements du secteur privé.

3. Exemple : Diagnostic des contraintes entravant la durabilité des projets “développement durable et lutte contre la pauvreté” financés par les IFI’s

L’ensemble des évaluations des projets financés par les institutions internationales ont mis en évidence :

- **une absence d’une vision avec l’Aménagement du Territoire** comme pièce maîtresse de la planification du développement régional, de la valorisation des ressources et de la fonction des institutions de l’Etat
- **une prépondérance de** projets en majorité sectoriels, sans implication des institutions partenaires (ex: Tourisme forestier, environnemental, culturel alors que le Ministère du Tourisme n’est pas la partie prenante garante des stratégies)
- **une absence de coordination entre les différentes parties prenantes** et entre les bailleurs de fonds (pas d’unification des indicateurs, des documents, des cadres logiques, etc.)
- **une absence de communication** et d’implication des communautés et des bénéficiaires, consultés pour participer à la mise en oeuvre, mais exclus de l’élaboration des visions et des objectifs
- **une exclusion de la société civile comme partie prenante** dans toutes les phases de décisions, de mise en oeuvre et d’évaluation
- **une duplication ou reconduction des projets**, souvent sans référence aux projets précédents (aires protégées, eau, assainissement..)
- **une absence de Gouvernance et de Redevabilité**
- **un endettement “non productif” de l’Etat et des ménages**

4. Risques d'un diagnostic inadapté et d'une absence de vision

- ❖ La Tunisie fait face à des crises graves et des défis complexes, conflictuels et coûteux, qui exigent de **nouvelles approches de dialogue, de gestion de conflits, de méthodes capables de répondre aux exigences économiques et sociales tout en impliquant la société civile.**
- ❖ De plus, la Tunisie affronte une accélération du processus de transformation sociale, économique et culturelle, que la présente organisation de l'Etat et de son administration ne semble pas être en mesure de gérer.
- ❖ La décentralisation, inscrite dans son principe dans la constitution et susceptible de conforter une inclusion effective, sera bientôt en débat à l'ARP mais le cadre de participation dans la démocratie locale n'a pas encore été défini ;
- ❖ Or le gouvernement n'a pas soumis sa vision et ses objectifs stratégiques et cette absence de vision suscite déjà des crises majeures. C'est dans ce cadre que **les orientations du DSP, au vu de son diagnostic, risquent d'être inadaptées aux phases actuelles du processus démocratique.**

Tout ceci entraînera :

- **une faible appropriation des projets**
- **un risque de blocage des projets financés**
- **un risque majeur de crises locales, régionales, sectorielles, syndicales...**

5. La Société Civile, partie prenante incontournable dans le processus de construction de la 2ème République

- ❖ La **société civile** est **une partie prenante (stakeholder) incontournable**, qui réclame l'espace nécessaire pour assurer pleinement son rôle, en toute crédibilité et efficacité pour garantir d'une part la rentabilité des investissements et leur pérennité et d'autre part l'inclusion et la paix sociale.
- ❖ La société civile revendique une **participation effective et durable** à **tous les niveaux** et à **toutes les étapes** depuis la formulation de la vision et des objectifs de développement de la Tunisie, elle est le meilleur acteur pour surveiller la mise en œuvre des projets, vu son interaction avec les communautés locales directement intéressées (ou situées à proximité des sites) des projets.
- ❖ **La Société Civile dispose de compétences, d'expertises, d'engagement et d'une capacité de mobilisation** qui lui permettent de jouer son rôle activement avec une valeur ajoutée incontestable dans toutes les phases des réformes futures.
- ❖ Les réformes engagées dans tous les secteurs devront impérativement **rompre avec un système** qui depuis la "révolte de 2011" démontre son incapacité à répondre aux besoins et défis d'une société en totale déstructuration/restructuration. Les démarches, outils, approches et méthodes devront innover pour prévoir, anticiper et intégrer les changements, en vue de renforcer l'appropriation et la durabilité des réformes.

6. Recommandations de la société civile pour une plus grande efficacité de l'intervention de la Banque Mondiale dans le processus de développement de la Tunisie

- La nécessité d'un développement national (une vision et des objectifs stratégiques) qui recherche la meilleure répartition des activités économiques en fonction des ressources naturelles et humaines.

Il s'agit aujourd'hui de veiller à intégrer les projets en cours dans leurs dimension territoriale et de rompre avec les approches sectorielles tout en veillant à inclure tous les acteurs y compris la société civile et garantir la gouvernance et la redevabilité.

- La nécessité de définir des choix économiques du pays partagés par tous, ce qui permettra une appropriation par les plus larges franges de la population.
- Le train des réformes engagées ou projetées devra impérativement se faire en renforçant l'**Unité Nationale** et l'appropriation des objectifs par la majeure partie de la société et plus particulièrement celle la plus défavorisée.
- L'appui d'une planification stratégique (step by step) de la décentralisation, maîtrisée et durable, seule condition de croissance équitable et d'inclusion.
- La réalisation des réformes doit s'accompagner par plus d'**équité fiscale** et de **partage des richesses**.

Liste des associations partenaires

par ordre alphabétique :

- Associations citoyens et solidaires
- Association des contrôleurs publics
- Association Touensa
- ATDD
- Association Tunisienne pour la Transparence dans l'Energie et les Mines ATTEM
- JCI Menzel Abderrahmen
- Observatoire des municipalités et de la planification urbaine
- OTCP Observatoire Tunisien de la citoyenneté Participative
- Institut Tunisien pour la démocratie et le développement